

Kenzy, des études, deux boulots et une multitude de projets

A 20 ans, Kenzy paie seul ses études, son logement, et tous les à-côtés. Une autonomie financière qu'il revendique avec fierté et humour.

LOUISE TESSIER

Une tasse de thé à la main et un bol de céréales au lait de soja devant lui, Kenzy débrieife le film regardé la veille avec ses colocos. Aucun des quatre compères (tous des copains de secondaire) n'a cours ce jeudi matin. Il règne dans cette maison bruxelloise comme un air de douce vita, avec en fond sonore des notes de hip-hop. Kenzy, un étudiant de 20 ans en traduction, a emménagé ici il y a cinq mois avec Victor, Jules et Nicolas, 20 ans eux aussi. Ce sont les parents de ce dernier qui leur louent la maison, à un loyer avantageux. Depuis, la demeure familiale s'est transformée en kot cosy, rempli d'objets de récup' et d'affiches aux couleurs vintage. Et les quatre étudiants, tant sur la bouffe que sur le fric, semblent en parfaite osmose. « Ça n'a pas toujours été comme ça, au début c'était le bordel cette coloc, mais on a appris à vivre ensemble et à mettre des règles », raconte Jules.

Dernier d'une fratrie de cinq enfants, Kenzy a quitté le nid hoellaaritois à 16 ans, « pour se rapprocher du centre ». Depuis, il gère ses dépenses seul. Le loyer, l'université, les sorties et les courses, c'est lui qui paie. « Mes parents sont tous les deux pensionnés et ne touchent qu'une petite pension, donc ils ne peuvent pas m'aider. Et puis, j'avais envie de pouvoir être autonome, indépendant », explique le jeune homme aux grands yeux noirs. Se débrouiller seul, ça ne lui fait pas peur. Au contraire. Ce qui le fait vibrer Kenzy, c'est l'aventure. D'ailleurs, après sa rétho, il prend deux années sabbatiques pour partir en voyage. La Nouvelle-Zélande, le Vietnam, le Laos... Pour se déplacer, il fait du stop, pour se financer, il travaille à droite à gauche. « Ce qui m'a coûté le plus cher là-bas, c'était le logement, parce que

j'étais pas assez bien organisé pour prévoir du couchsurfing (plateforme d'hébergement gratuit). » Aujourd'hui encore, même s'il a commencé des études de traduction russe-espagnol (« L'option exotique ! »), partir en vadrouille reste sa principale préoccupation. « Ce qui m'intéresse, c'est d'apprendre un métier que je pourrais faire un peu partout dans le monde, et la traduction pour ça, c'est bien », commente Kenzy, qui parle déjà trois langues (français, néerlandais, anglais).

La coloc de la débrouille

Pour assumer son loyer, son minerval, ses voyages et tous les à-côtés, Kenzy cumule deux jobs un comme livreur Deliveroo, et un autre comme serveur

dans le restaurant de sa sœur, à Bailli. « Mes journées s'organisent autour de mes horaires de boulot. Les cours et le reste, ça passe après. » Pour boucler ses fins de mois, il lui faut environ 400 euros (260 euros de loyer, et le reste pour les courses). « Si je gagne moins, tant pis, je fais autrement », sourit le jeune étudiant. Dans la coloc, la débrouillardise, c'est d'ailleurs devenu l'affaire de tous, même si la moitié d'entre eux reçoivent l'aide financière de leurs parents. Pour manger, il y a la fameuse appli Too Good To Go, qui permet de récupérer à moindre prix les invendus des magasins et des restos. Et puis, tous les samedis, ils se rendent

dans un resto bio du coin qui leur refait les restes de la semaine. « C'est super bon, et en plus ils ont toujours des plats végans. Pour moi, c'est parfait », explique Kenzy, depuis longtemps adepte des plats sans protéines animales.

Pour aménager le kot, c'est le même refrain. « C'est simple, le seul truc neuf qu'on a acheté dans cette maison, c'est le lave-vaisselle ! » « Et encore, moi, j'étais contre », glisse malicieusement Kenzy. Les canap, une partie des meubles, la machine à café et pas mal de vaisselle ont été récupérés dans la rue. « Elle est vraiment généreuse avec nous, la rue, elle nous donne même des fringues ! », lance en rigolant Nicolas, qui, comme ses trois potes, ne met plus jamais un pied dans un magasin de prêt-à-porter. « La dernière fois, j'avais besoin d'un pull, j'ai été aux Petits Riens », confirme Kenzy. « Et je vous assure, cela ne nous empêche pas d'être bien habillés ! »

Fin de matinée, Kenzy file se changer et redescend avec la veste bleu et gris des livreurs Deliveroo. Il a réussi à avoir un créneau sur le temps de midi. « J'ai de la chance, c'est de plus en plus compliqué d'avoir des heures de travail en ce moment. » Il n'y a qu'à regarder ses dernières fiches de paie sur l'application : 10,08€ et 5,85€ pour les deux dernières quinzaines. « J'ai des mauvaises statistiques parce que j'ai dû annuler des shifts au dernier moment pour aller travailler au resto. Du coup, maintenant, je suis désavantagé. » Un créneau horaire réservé non honoré ou une connexion tardive sur l'application et les statistiques des coureurs Deliveroo plongent... avec, en conséquence, des possibilités de travailler réduites. Ce système décourage un peu Kenzy, qui enfile de moins en moins l'habit de livreur. « Avant, si je me chauffais, je pouvais gagner 600 euros en un mois », souligne-t-il avant d'enfourcher

son vélo et de lancer sa musique.

Deliveroo, c'est son premier travail « officiel ». Il a commencé il y a deux ans et demi, pour financer ses voyages. Il a connu la période salariée, avant que l'entreprise change ses méthodes, supprime le revenu de base et demande aux livreurs de devenir indépendants. Depuis, Kenzy a rejoint un collectif de livreurs qui se bat pour de meilleures conditions de travail. « Au début, il y avait des réunions toutes les deux semaines, mais ça s'essouffle. C'est vraiment difficile de faire changer les choses. » Même s'il n'a pas envie de se faire marcher sur les pieds, le jeune homme n'a pas non plus envie d'arrêter ce travail. « C'est trop bien d'être payé pour faire du vélo », lance-t-il, éternel positif. Une heure et demie et trois courses plus tard, il est de retour au kot, avec 15 euros en poche. Et toujours la banane.

Après avoir pris le temps de souffler un peu, Kenzy s'attelle à une autre forme de travail : ses études. « Les cours, ça me soule un peu, je n'y vais pas souvent », lâche-t-il devant ses cahiers. « Je préfère étudier chez moi ou en bibli, c'est aussi efficace. » Étudier les langues, c'est un peu une façon pour lui de continuer à voyager. Un moyen d'apprendre le métier de traducteur qu'il pourra plus tard exercer où il veut. « Mon père, il m'a dit qu'il me verrait bien psy, mais je ne sais pas pourquoi », rigole-t-il. « De toute façon, je ne sais pas si je vais continuer l'unif », avoue-t-il finalement. Les cours, ses deux boulots... à 20 ans, il a presque l'impression d'être « dans la même routine qu'un banquier de 40 ans ». Kenzy rêve d'une vie moins structurée, où il serait plus libre de pouvoir décider de ses envies au jour le jour. Sa maman, Annelise, venue lui rendre visite chez lui, assure lui faire totalement confiance sur son avenir. « Au fil de ses voyages, il a acquis une autonomie et une façon de penser propre à lui. Il sait ce qu'il veut, et il sait adapter les moyens qui s'offrent à lui pour arriver au résultat. S'il veut arrêter l'université pour pouvoir partir en voyage, il a déjà trouvé des cours de russe sur internet qu'il peut étudier de n'importe où dans le monde ! », explique la sexagénaire, non sans un brin de fierté.

« Je n'ai pas l'impression de me priver »

La débrouille, c'est un truc de famille. « Ma mère était déjà comme ça », affirme la maman de Kenzy dans un sourire, malgré son énervement dû à une mésaventure survenue la veille.

L'objet indispensable

Kenzy n'est pas du genre à s'attacher aux choses matérielles. Sauf à son vélo, acheté 150 euros il y a trois ans. « C'est le seul objet auquel je

parle, c'est pour dire ! », rigole-t-il. Son vélo, c'est son moyen de déplacement, son outil de travail et presque un hobby. « Si je ne fais pas de vélo pendant une semaine, ça me manque vraiment. »

On a brisé les vitres de sa voiture (« Une vieille bagnole sans intérêt, en plus ! ») et les voleurs sont repartis avec le seul objet qui s'y trouvait : le sac de linge propre de Kenzy. « Je voulais te l'apporter aujourd'hui, et quand j'ai ouvert le coffre je me suis rendu compte qu'il n'était plus là. C'est quand même dingue de voler un sac de linge ! », s'écrit Annelise, très contrariée de ce nouveau souci. Et bien embêtée pour son fils, qui devra trouver de nouveaux habits. « C'est un coup du sort, pour que j'apprenne à faire ma lessive moi-même », commente gaie-ment Kenzy, pour détendre l'atmosphère. « C'est un super-gamin, c'est sûr, il se débrouille comme un chef », souffle sa maman, qui aurait aimé l'aider davantage financièrement. « Travailler pour payer ses études, c'est banal, mais je ne crois pas que ce soit normal », commente-t-elle.

En parlant de travail, Kenzy s'apprête à prendre son service au restaurant de sa sœur, à quelques rues d'ici.

De 18h à 22h30, il sert des rouleaux de printemps. Un boulot à mi-temps, payé 11,50 euros de l'heure. A la fin du mois, c'est surtout grâce à ça qu'il peut payer le loyer et s'offrir des vacances au ski ou en Norvège. Même si cela demande quelques sacrifices. « Cette année je voulais me lancer à fond dans les arts martiaux, j'ai commencé le judo mais les cours sont le soir... Avec le resto et Deliveroo je n'ai quasi jamais le temps d'y aller », regrette l'étudiant. En ce qui concerne les potes et sa copine, il les voit après. Autour d'une bière dans un bar, ou plus souvent d'une Cara chez l'un d'eux. Et tous les mardis, c'est jam (ndlr : séance d'improvisation musicale) au café du coin. « On sort pas mal avec les copains. Je n'ai pas l'impression de me priver et je suis heureux, mais je n'ai pas envie de vivre comme ça toute ma vie. J'ai besoin de plus de liberté ».

Plus de liberté financière ? Pas nécessairement, même si quelques dizaines d'euros en plus chaque mois ne seraient pas de refus. Pas pour lui permettre d'acheter davantage, non, mais « juste pour pouvoir mettre un peu de côté », au cas où. Et pour pouvoir bichonner son vélo aussi. Ce qui lui importe, à Kenzy, c'est surtout la liberté de mouvements. La liberté de prendre le temps. « Si pour gagner plein d'argent il faut sacrifier son temps libre, alors je préfère en gagner juste ce qu'il faut ».

Pendant les vacances de Pâques, le vadroneur a d'ailleurs prévu de ne pas travailler, ni au resto, ni pour Deliveroo. Il part voir sa famille en Tunisie. Il prend le bus jusque dans le sud de la France, puis un bateau. Pas pour des raisons économiques, mais écologiques. « Cela revient un peu plus cher que l'avion, mais j'essaie de limiter mes déplacements dans le ciel », explique Kenzy, pour qui les valeurs primeront toujours sur le portefeuille. Même si ce dernier n'est pas beaucoup rempli.

Elle est vraiment généreuse avec nous, la rue, elle nous donne même des fringues !

Je n'ai pas l'impression de me priver et je suis heureux, mais je n'ai pas envie de vivre comme ça toute ma vie. J'ai besoin de plus de liberté

« Moi, Premier ministre ? »

« Si j'étais Premier ministre ? Je démissionnerais direct ! », rigole Kenzy. « Non, mais, sérieusement, je ne crois pas qu'une personne doit représenter un pays de

onze millions d'habitants, ça n'a pas de sens », reprend-t-il avec son habituelle maturité, plutôt déconcertante pour son âge. Intéressé par la politique sans s'être réellement « plongé dedans », Kenzy croit davantage en une démo-

cratie « plus directe, participative ». « Si je pouvais changer les choses, je commencerais par modifier le système en profondeur, pour favoriser la décroissance », conclut le jeune de 20 ans, déjà engagé dans un paquet de combats sociaux.

université Le casse-tête des bourses étudiantes

L. TR.

Une domiciliation qui traîne et des problèmes administratifs qui s'enchaînent... Pour sa première année d'études à l'ULB, Kenzy n'a pas été exempté de minerval. 835 euros à déboursier, une somme pas franchement négligeable pour le jeune étudiant. Même histoire pour les allocations d'études, qui viennent finalement de lui être versées après des mois d'attente. « Quand on loupe le coche pour un papier administratif, c'est la dégringolade », regrette sa maman. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt, deux arrêtés ont justement été approuvés début mars pour améliorer le dispositif des allocations d'études. « Les modifications vont permettre d'améliorer le soutien aux étudiants les plus précarisés, mais également d'éviter les pièges administratifs et de simplifier le traitement de l'administration. Les services continuent en parallèle à travailler à une meilleure automatisation du système », explique son cabinet.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, plus de 37.000 étudiants sont boursiers

et donc exemptés de minerval. Une aide à laquelle s'ajoutent les allocations d'études, les aides financières collectives par projet et les aides directes ou indirectes offertes aux étudiants par les établissements et les services sociaux.

522.765 étudiants ont un job

Malgré tout, ces soutiens financiers « ne peuvent compenser, à eux seuls, les difficultés croissantes que rencontrent les familles aujourd'hui », reconnaît Jean-Claude Marcourt, qui blâme « les décisions prises par le gouvernement fédéral actuel ». Résultat, le nombre d'étudiants jobistes ne cesse d'augmenter. En 2017, 522.765 jeunes ont travaillé en parallèle de leur formation, selon les chiffres de l'Office national de sécurité sociale. C'est 70 % de plus qu'il y a cinq ans. « Visiblement, le CPAS préfère que j'aie deux jobs étudiants plutôt que j'aie en cours », relève ironiquement Kenzy, qui ne touche pas d'aide de l'institution.

Pour améliorer le système de bourses étudiantes et soulager les jeunes en situation précaire, Jean-Claude Marcourt convient qu'il est nécessaire de tendre vers la gratuité totale de l'enseignement supérieur. C'est déjà le cas dans certains

pays voisins, notamment au Danemark où le minerval est inexistant et les bourses mensuelles octroyées à l'ensemble des étudiants. « Il est possible de se rapprocher de la gratuité totale de l'enseignement supérieur, comme dans d'autres pays, mais cela ne peut se faire à l'intérieur de l'enveloppe de financement de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui est une "enveloppe fermée." »

Un choix de société

« La gratuité totale de l'enseignement supérieur est un choix de société, car elle est un bien commun, qui implique de réfléchir à la capacité contributive des citoyens et à l'évolution de la fiscalité », soutient le cabinet du ministre. En attendant, une vaste étude sur la précarité des étudiants a été commandée par Jean-Claude Marcourt en 2018, et débouchera sur « la conception d'un guide pratique destiné aux étudiants les informant de manière complète et pragmatique des aides et services dont ils peuvent bénéficier (quel que soit le niveau de pouvoir ou l'organisme qui les octroie) ainsi que détaillant la manière dont ils sont accessibles ».